

Cote du document: IFAD12/3/INF.1/Rev.1
Date: 24 novembre 2020
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Synthèse du président de la Consultation: Troisième session de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA

Note à l'intention des membres de la Consultation

Responsables:

Questions techniques:

Kyle Peters

Président externe
téléphone: +1 202 247 5617
courriel: r.peters@ifad.org

Ronald Hartman

Directeur
Division de l'engagement, des partenariats et de la
mobilisation des ressources à l'échelle mondiale
téléphone: +39 06 5459 2610
téléphone portable: +39 331 684 7665
courriel: r.hartman@ifad.org

Leon Williams

Responsable principal des partenariats, Reconstitution
téléphone: +39 06 5459 2809
téléphone portable: +39 366 783 5759
courriel: l.williams@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA —
Troisième session
Réunion en ligne, 19-21 octobre 2020

Pour: **Information**

Synthèse du président de la Consultation: Troisième session de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA

1. Les membres de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), la direction et le personnel du FIDA se sont réunis du 19 au 21 octobre 2020 à l'occasion de la troisième session de la Consultation. Les sujets à examiner étaient le reclassement, les projets de rapport et de résolution sur FIDA12, ainsi que les prochaines étapes de la Consultation et des annonces de contributions. Des représentants de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement, de la Banque asiatique de développement et du Fonds vert pour le climat étaient présents en qualité d'observateurs.
2. Plusieurs invités de marque ont également participé à la session. La Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies, Amina Mohammed, a prononcé une déclaration liminaire dans laquelle elle a plaidé en faveur du renforcement du système des Nations Unies et d'un appui solide au FIDA afin de concourir aux initiatives de relèvement à long terme et à la résilience des systèmes alimentaires. Le Gouverneur suppléant pour l'État du Koweït, Marwan al-Ghanem, a ensuite fait une déclaration et exprimé son soutien à un programme de travail ambitieux pour FIDA12. Le deuxième jour, des représentantes de trois organisations de la société civile, Hasna Zammouri (représentante de la jeunesse), Estrella Penunia (Association des agriculteurs d'Asie) et Myrna Cunningham (représentante des peuples autochtones), ont donné des exemples concrets illustrant l'importance des travaux du FIDA. Elles ont évoqué le rôle des dons ordinaires dans l'autonomisation des populations rurales, puis ont dit appuyer l'intention du FIDA d'accroître sa collaboration avec les organisations locales dans le cadre du Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+) et du Programme de participation du secteur privé au financement (PPSPF), de mettre davantage l'accent sur l'emploi des jeunes et de répondre aux préoccupations en matière de biodiversité, tout en renforçant l'inclusion des peuples autochtones. Le dernier jour, Jaron Porciello a présenté les conclusions de l'initiative [Ceres2030](#), selon lesquelles les donateurs devaient, d'une part, doubler les fonds qu'ils allouaient actuellement à la sécurité alimentaire en vue de l'élimination de la faim d'ici à 2030 et, d'autre part, investir dans les types d'activités ciblées par le FIDA, à savoir la production paysanne, l'accès aux marchés et l'autonomisation.
3. Dans son discours d'ouverture, et pendant le reste de la session, le Président du FIDA a souligné qu'il fallait parvenir à un consensus sur les questions de fond restantes et s'attacher à garantir pour FIDA12 un niveau de financement qui permettrait au Fonds d'accroître globalement son appui aux petits producteurs, notamment dans les pays les plus pauvres et les plus surendettés.
4. L'ordre du jour a été adopté sans modification.

I. Reclassement

5. Le président externe de la Consultation sur FIDA12, Kyle Peters, a présenté des informations actualisées sur l'état d'avancement des discussions concernant l'approche du FIDA en matière de reclassement, mettant en avant les progrès accomplis et les principales questions en suspens.
6. Les membres ont souligné les avancées réalisées sur la voie d'un consensus sur le sujet et étaient favorables à l'inclusion du document correspondant en tant qu'annexe au rapport sur FIDA12. Le président externe a présenté les principales questions qui devaient être encore résolues: la procédure d'approbation d'une politique de reclassement par le Conseil d'administration; le rôle du Conseil dans la prise de décisions sur l'achèvement ou le renouvellement des programmes

d'options stratégiques (COSOP) pour les pays se situant au-dessus du seuil de revenu à partir duquel commencent les discussions en vue d'un éventuel reclassement, et le calendrier de ces décisions.

II. Projet de rapport sur FIDA12

7. La direction a rapidement présenté le projet de rapport sur FIDA12, mettant en avant les 10 messages clés du cycle. Le débat était divisé en trois parties: i) le Cadre de gestion des résultats et la matrice des engagements; ii) les aspects opérationnels et institutionnels; iii) le cadre et les scénarios de financement.

A. Cadre de gestion des résultats et matrice des engagements

8. Les membres étaient largement en faveur du Cadre de gestion des résultats et de la matrice des engagements proposés, observant que ces deux éléments réunis rendaient bien compte des domaines prioritaires pour FIDA12.
9. L'adaptation proposée de la durée, de la structure et des indicateurs du Cadre de gestion des résultats pour FIDA12 a été bien reçue. Plusieurs membres ont apprécié les informations relatives aux arbitrages entre les scénarios de financement et les travaux actuellement menés pour renforcer la concordance entre les indicateurs dudit cadre et ceux des objectifs de développement durable. Certains participants ont demandé que les objectifs dans certains domaines soient plus ambitieux, ce dont la direction est convenue, proposant les éléments ci-après en vue d'une solide reconstitution des ressources à l'occasion de FIDA12: i) la hausse des cofinancements internationaux pour faire passer l'objectif de cofinancement global de 1:1,4 à 1:1,5; ii) l'augmentation de la part des ressources allouées à l'Afrique subsaharienne (de 45 à 50%) et à l'Afrique en général (de 50 à 55%); iii) le relèvement de l'objectif de financement climatique à 40%; iv) l'augmentation du pourcentage de femmes occupant des postes de niveau P-5 et supérieur de 35 à 40%. La direction est également convenue de définir un engagement plus précis en matière de biodiversité et a proposé une formulation. Toutefois, il a été fait remarquer qu'il était difficile pour les banques multilatérales de développement de mesurer les paramètres dans ce domaine. La direction a noté que le FIDA pourrait uniquement atteindre ces objectifs plus ambitieux s'il avait les ressources nécessaires pour financer un plus large programme de prêts et dons pendant FIDA12 que pendant FIDA11. En outre, elle a précisé comment les données de référence et les objectifs étaient établis pour les différents niveaux d'indicateurs, y compris pour les nouveaux indicateurs et les indicateurs améliorés du Cadre de gestion des résultats.
10. Des questions ont été posées sur certains points de la matrice des engagements de FIDA12, notamment sur l'intervention du FIDA dans des situations de fragilité et sur la mesure de l'impact des activités de contribution du Fonds à l'élaboration des politiques. Certains participants ont également fait remarquer qu'il fallait veiller à la cohérence du langage utilisé dans tous les engagements et à la correspondance des différents éléments du Cadre de gestion des résultats avec la matrice. Plusieurs membres se sont félicités de l'engagement consistant à présenter, pour approbation, une politique de reclassement au Conseil d'administration avant le début de FIDA12, mais il a également été demandé que cet engagement ne soit pas assorti d'un calendrier d'approbation par le Conseil d'administration. Le président externe a demandé à la direction de donner suite de manière bilatérale à chacune de ces observations détaillées et d'envisager d'apporter les modifications adéquates à la prochaine version.

B. Aspects opérationnels et institutionnels

11. La direction a présenté les éléments opérationnels et institutionnels du projet de rapport sur FIDA12. Elle a souligné le rôle des approches intégrées au niveau des pays, qui associaient le programme de prêts et dons et de nouveaux programmes tels que le PPSPF et l'ASAP+, et mis en lumière les modifications institutionnelles

en cours qui contribueraient à la réalisation des ambitions du Fonds pour FIDA12 et au-delà.

12. Dans l'ensemble, les membres ont apprécié la qualité et l'exhaustivité du rapport et se sont félicités des informations complémentaires fournies sur l'avantage comparatif du FIDA, le PPSPF et l'ASAP+. Il a été mis en exergue qu'il importait tout particulièrement de veiller à la complémentarité entre le programme de prêts et dons, la contribution du secteur privé dans le cadre du PPSPF, l'ASAP+ et la concertation sur les politiques. Plusieurs membres ont demandé que cette complémentarité soit mieux mise en avant dans les COSOP. Ces derniers devraient également recenser les possibilités de synergie et de coordination avec les partenaires, conformément aux priorités et aux besoins des pays. L'accent qu'il est proposé de mettre sur le renforcement de la résilience rurale a été salué, et certains membres ont demandé que des liens plus explicites soient établis avec le programme de l'Organisation des Nations Unies consistant à "reconstruire en mieux" et le thème "Reprise, reconstruction, résilience" de FIDA12. Les membres ont également demandé qu'une plus grande attention soit accordée aux mesures à prendre pour renforcer la durabilité et intensifier l'impact du FIDA, en plus des mesures, énoncées dans le rapport, destinées à consolider les travaux de contribution à l'élaboration des politiques. Concernant ces travaux, certains membres ont fait observer que le FIDA devait définir ses objectifs en fonction de la disponibilité des ressources, en particulier au niveau des pays. Les membres ont aussi fait remarquer que la taille des projets, qui avait en moyenne augmenté au cours des derniers cycles, devait être adaptée au contexte et aux besoins, et que des projets de plus petite envergure pouvaient être mis en place s'il y avait lieu.
13. Plusieurs membres ont souligné qu'il était primordial que le FIDA dispose des moyens nécessaires pour obtenir de bons résultats dans ses domaines prioritaires, notamment en ce qui concernait les thématiques transversales, les situations de fragilité, la participation du secteur privé et l'agriculture numérique. À cet égard, les membres ont salué la mise en œuvre actuelle du Plan de gestion des personnes, des processus et des technologies, les mesures de décentralisation et le renforcement du Cadre de gestion des risques du FIDA, et ont dit que FIDA12 serait l'occasion de consolider les récentes réformes. En particulier, ils ont souscrit aux initiatives de décentralisation, soulignant qu'il fallait que l'expertise dans les domaines transversaux et dans les situations de fragilité soit déployée comme il convenait sur le terrain. Au cours des débats sur l'efficacité administrative, la direction a indiqué qu'elle s'attacherait à gérer les arbitrages entre l'élargissement des travaux du FIDA et l'établissement d'un budget administratif restreint, et proposé que cette question soit davantage débattue à l'occasion des prochaines Journées de réflexion du Conseil d'administration. Plusieurs membres se sont félicités que le FIDA adopte une politique ferme en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles et poursuive sur cette lancée durant FIDA12.

C. Cadre et scénarios de financement

14. La direction a donné un aperçu des scénarios de financement et des arbitrages potentiels, soulignant que seuls les deux scénarios les plus ambitieux permettraient au FIDA d'accroître le volume de ses travaux et son impact par rapport au cycle de FIDA11, et de maintenir, voire d'augmenter les fonds alloués aux pays surendettés au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD).
15. Plusieurs membres étaient favorables à l'adoption des deux scénarios de financement les plus ambitieux, c'est-à-dire les scénarios D et E. D'autres ont insisté sur la nécessité de concilier ambition et réalisme, proposant que le scénario B soit réintroduit, à moins que d'autres ne soient prêts à accroître suffisamment les ressources qu'ils apportaient pour permettre la réalisation des scénarios plus ambitieux. D'après les observations formulées pendant la session, la direction a conclu qu'il serait réaliste de se concentrer sur le scénario D dans la

prochaine version du rapport sur FIDA12. Cela témoignerait de la volonté des membres de la Consultation d'investir en faveur d'un relèvement inclusif et résilient et de contribuer à la concrétisation des objectifs de développement durable. La direction a également indiqué qu'il serait possible d'examiner le montant des contributions annoncées et le niveau cible du programme de prêts et dons lors de la session du Conseil d'administration prévue en septembre 2021.

16. S'agissant de l'affectation des ressources, des questions ont été posées quant aux modalités d'allocation des dons ordinaires durant FIDA12. Les membres ont demandé que le Conseil d'administration renforce sa surveillance et que les priorités soient définies plus clairement, et ont pris note des arbitrages entre le programme de dons ordinaires et la disponibilité des dons au titre du CSD, compte tenu notamment du fait que, dans les années à venir, un plus grand nombre de pays pourrait entrer dans la catégorie des pays classés "rouge" et surendettés admissibles au CSD. Ils ont également fait remarquer que la baisse du niveau des dons ordinaires serait conforme à leur volonté d'allouer une plus grande part des ressources aux pays les plus pauvres. Si l'importance du programme de dons ordinaires a été soulignée, il a été convenu que la direction étudierait différents moyens de réduire le montant affecté aux dons ordinaires pour privilégier les dons au titre du CSD. Certains membres ont également demandé quelles raisons justifiaient la mise sur pied du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées. La direction a indiqué que ce mécanisme était essentiel pour gérer correctement l'augmentation du volume des emprunts – ce qui était également l'opinion du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA – car il permettait de concilier les besoins des pays et les enjeux de la solvabilité.
17. La direction a été félicitée pour avoir renforcé son architecture financière ces dernières années, en mettant en place les éléments indispensables à un élargissement du programme d'emprunt. Les membres ont observé que la version définitive du Cadre d'emprunt intégré devait encore être établie et approuvée et que cette étape était cruciale au regard du niveau global du programme de prêts et dons pour FIDA12. Ils ont applaudi le FIDA pour l'excellente note de crédit qui lui avait été attribuée, laquelle représentait un jalon important dans la concrétisation de l'objectif du Fonds tendant à doubler son impact d'ici à 2030 et témoignait clairement de l'amélioration de l'architecture financière de l'organisation. Bien qu'une note de crédit favorable donne la possibilité d'augmenter le volume des emprunts à des taux abordables, plusieurs membres ont demandé que le FIDA reste prudent à cet égard.

III. Version révisée du projet de résolution sur FIDA12

18. Pendant la discussion sur le projet de résolution sur FIDA12, la question des droits de vote pour les contributions au titre de l'ASAP+ et du PPSPF a été soulevée, plusieurs membres exprimant des inquiétudes concernant la proposition d'accorder des droits de vote pour ces contributions. La direction a proposé d'examiner cette question en tenant compte des orientations données par les États membres, d'étudier les mécanismes de gestion du risque de substitution et de poursuivre les discussions sur la gouvernance de ces deux programmes. Les membres ont également évoqué les références au Cadre d'emprunt intégré, convenant que le libellé devrait être placé entre crochets en attendant l'approbation du Conseil d'administration et qu'il devrait être modifié en fonction de ce qui aurait été décidé par ce dernier. Certains membres ont demandé la suppression des références à l'emprunt sur les marchés. D'autres, en revanche, ont noté que le Fonds devrait continuer d'étudier la possibilité d'emprunter sur les marchés. La direction a accepté de supprimer les mentions correspondantes dans la résolution (tout en sachant qu'un engagement avait toutefois été pris pendant FIDA11 pour rendre compte des progrès accomplis dans les préparatifs en vue de possibles emprunts sur les marchés).

19. La direction a également présenté le mécanisme d'encaissement anticipé qu'il est proposé de mettre en place. Celui-ci permettrait aux États membres qui versent de manière anticipée et en une seule fois leur contribution à la reconstitution des ressources de recevoir un escompte qui pourrait être appliqué à tout arriéré éventuel des précédents cycles de reconstitution. Des membres ont formulé des observations concernant l'opportunité de suivre le modèle des institutions semblables, notamment d'envisager la possibilité d'accorder des droits de vote correspondant au montant intégral de la contribution annoncée par un État membre au titre de la reconstitution, que cette contribution soit entièrement versée en espèces ou qu'un escompte soit appliqué au paiement effectif. Il a été fait remarquer que l'attribution de droits de vote pour les contributions non financières (par exemple en reconnaissance de l'escompte proposé en cas de versement anticipé) exigerait une modification de l'Accord portant création du FIDA. Un État membre a vivement exprimé son appui à une telle modification, et il a été convenu que le prochain projet de résolution sur FIDA12 évoquerait la proposition d'encaissement anticipé.

IV. Informations actualisées sur le programme des travaux de FIDA12

20. Au titre du dernier point de l'ordre du jour, la direction a présenté les prochaines étapes en vue de mettre la dernière main au rapport et à la résolution sur FIDA12, ainsi que les dates possibles pour la principale session d'annonce des contributions. Il a été convenu que la quatrième session se tiendrait en deux parties, la première en décembre et la seconde en février avant la session du Conseil des gouverneurs, afin de terminer l'élaboration du rapport et de la résolution en décembre et de commencer l'annonce des contributions, qui pourrait se poursuivre en février.

V. Déclaration finale

21. Dans son allocution de clôture, le Président a remercié les États membres d'avoir débattu de façon constructive, rappelant qu'il fallait se concentrer sur les scénarios D et E et qu'il importait de parvenir à un consensus dans les semaines qui venaient concernant le reclassement, le Cadre d'emprunt intégré et d'autres aspects, ce qui demanderait à toutes les parties de faire preuve de souplesse et de pragmatisme. Il a également remercié l'Allemagne et la Suède d'avoir annoncé des contributions supplémentaires aux travaux du FIDA, notamment au Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres. Le président externe a ensuite fait la synthèse des principaux points abordés lors du débat, évoqué les prochaines étapes et remercié les États membres, les interprètes et les membres de la direction et du personnel du FIDA d'avoir contribué au succès de la troisième session.